

<https://ricochets.cc/Le-Pen-Macron-reflechir-a-partir-de-la-situation-en-Turquie-et-au-Kurdistan.html>



# Le Pen / Macron : réfléchir à partir de la situation en Turquie et au Kurdistan

- Les Articles -

Date de mise en ligne : vendredi 22 avril 2022

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

*Ce texte est une première ébauche qui mérite un travail d'approfondissement. Il nous semblait néanmoins important de pouvoir le publier dès aujourd'hui au vu du contexte. Ce texte utilise le féminin universel à part quand on parle de l'opresseur.*

Au moment où, ici, la gauche révolutionnaire hésite à refuser le jeu électoral, est mortifiée à l'idée de reconduire Macron pour cinq ans de plus, se désespère de ne (peut être) reculer que des quelques temps l'élection d'un parti (néo) fasciste au pouvoir, ce texte propose de décaler quelque peu nos regards pour s'intéresser à ce que vivent les populations en Turquie sous le régime d'Erdo an.

A travers le récit de ces dernières années au Kurdistan et plus largement de la répression subie par l'ensemble des mouvements de luttes en Turquie, nous pouvons visualiser le déploiement d'un régime autoritaire au quotidien. Il ne s'agit pas de prétendre que l'élection de Marine Le Pen transformerait la France en la Turquie d'Erdo an en quelques jours, juste de comprendre comment peuvent se traduire dans les faits de tels discours d'extrême-droite.

Pour l'heure, alors que des termes similaires (autoritarisme, dictature, fascisme...) sont utilisés pour décrire les gouvernements Erdo an et Macron, banalisant ainsi une éventuelle prise de pouvoir de Marine Le Pen, nous souhaitons rappeler que c'est pourtant bien d'une différence de régime dont nous parlons ici. Il est possible de le constater en dressant un portrait des politiques coloniales de l'État turc et de la répression qui frappe le mouvement social en Turquie et au Kurdistan (sans pour autant pardonner celles, ultra libérales, capitalistes, répressives et racistes de Macron.)

Nous voulons aussi montrer en quoi la mise en place d'un système autoritaire, contrairement à ce que l'on entend autour de nous, ne produit pas de sursaut de mobilisations mais agit davantage comme un rouleau compresseur qui les écrase.

Enfin, il est inopérant de chercher uniquement à "échapper au pire" et s'en réjouir, puisqu'il s'agit avant tout de construire une perspective révolutionnaire face à ce président des ultra-riches. Nous pouvons nous appuyer sur le vécu des mouvements faisant face au régime turc pour construire nos luttes ici.

## Turquie : le projet fasciste d'un régime colonial et autoritaire

La Turquie est un État colonial, qui s'est construit sur le génocide des populations arméniennes, assyriennes et grecs orthodoxes et qui occupe depuis 1923 le nord du Kurdistan. Il est basé sur le modèle français d'uniformisation nationaliste et de destruction de toute revendication culturelle ou politique de la part des minorités (kurdes, laz, aléviens, arméniennes...). Cette politique coloniale s'est traduite par de multiples massacres, déplacements forcés de population, interdiction de langues et une répression continue des mouvements révolutionnaires et spécifiquement du mouvement de libération du Kurdistan.

Mais nous souhaitons ici nous concentrer sur la période récente, marquée par l'accession au pouvoir d'Erdo an (en 2003) et du régime de l'AKP (parti de droite nationaliste, néo-libéral et religieux), allié maintenant au parti fasciste du MHP (dont les Loups gris sont une émanation).

Le régime en Turquie est encore aujourd'hui caractérisé par son projet colonial expansionniste, basé sur un fantasme de rétablissement de l'empire Ottoman : guerres d'agression et occupations successives de trois régions

syriennes (dont du Rojava), guerres contre les régions du nord irakien et la guérilla du PKK (dont une nouvelle opération débutée le 17 avril), interventionnisme en Libye, au Haut-Karabakh, attaques de drones (Bayraktar, les mêmes glorifiés dans la défense de l'Ukraine) et assassinats ciblés de militantes, de civiles et responsables militaires ou politiques au Rojava et dans la région ezîdî de Sinjar (Irak) - dont les dernières victimes ont été trois camarades des YPJ à Kobanê le 20 avril dernier. Erdo an mène aussi une guerre contre la population kurde au sein des frontières turques elles-même avec le bombardement des villes du Kurdistan qui ont déclaré leur autonomie en 2015-2016, détruisant des quartiers entiers aujourd'hui gentrifiés et sous occupation militaire et faisant des centaines de morts civiles.

Cette politique ainsi que les discours nationalistes du gouvernement ont encouragé une recrudescence des attaques racistes contre les kurdes allant de l'agression physique au meurtre pur et simple (avec l'exemple des 7 membres d'une même famille tuées à Konya en 2021 sans qu'aucune poursuite ne soit engagée contre les auteurs). Cela alimente aussi les manifestations fascistes, à l'image de celles organisées par les Loups gris lors de l'attaque de l'Azerbaïdjan sur l'Arménie, portant ouvertement des revendications génocidaires sur le mode "on va finir ce qu'on a commencé en 1915".

Afin de légitimer ces guerres et dissimuler ses exactions, le régime d'Erdo an exerce aussi un contrôle presque absolu sur les médias et internet. Depuis 2014, 63 journalistes ont été condamnées pour "offense envers le président", 3 436 journalistes travaillant pour des rédactions turques ont été licenciées, 160 médias turcs ont été interdits de publication et près de 90% des médias turcs sont contrôlés "par des investisseurs proches du pouvoir". Il est aujourd'hui possible en Turquie d'être incarcéré pour un simple tweet critiquant la politique du gouvernement.

La répression des mouvements sociaux et du mouvement de libération du Kurdistan se traduit par des peines de prisons (souvent très longues) contre les militantes ainsi que par un système de torture, blanche ou physique contre les prisonnières, avec ces derniers mois de nombreuses morts suspectes et le décès de prisonnières malades maintenues en détention. Il y a aujourd'hui plus de 15 000 prisonnières politiques en Turquie. La situation d'Abdullah Öcalan, maintenu en isolement depuis 23 ans est particulièrement significative de cette politique, tout comme l'emprisonnement de la chanteuse Nûdem Durak (condamnée à 19 ans de prison, pour avoir...chanté en kurde).



Rien que ce dernier mois, des multiples opérations d'arrestations lors de perquisitions matinales ont eu lieu, comme par exemple celle contre 24 femmes arrêtées à Amed pour avoir participé au 8 mars (dont des membres de syndicat, du HDP, d'associations féministes, etc.) ou encore 500 personnes suite au Newroz. La durée légale de la garde à vue en Turquie peut aller jusqu'à 12 jours pour les "infractions politiques". Des centaines de personnes sont ainsi arrêtées chaque mois et pour beaucoup inculpées puis emprisonnées, la justice étant elle aussi à la botte du pouvoir et les avocates largement victimes elle-mêmes du régime (plus de 441 ont été condamnées à de la prison ferme).

Cette répression touche aussi le mouvement syndical : plus de 150 000 fonctionnaires limogées depuis 2016, dont plus de 4700 membres de la confédération syndicale de lutte KESK. Les syndicalistes sont visées par les campagnes d'arrestations et de d'emprisonnement dans plusieurs villes, alors que les travailleuses en grève sont continuellement réprimées par le gouvernement.

Dans la rue, la répression se traduit par des interdictions ou attaques presque systématiques contre les manifestations et rassemblements et une violence policière débridée. Un militant témoigne en 2016 : "la police arrête qui elle veut comme ça dans la rue. Si tu te regroupes à 15 ou 20 personnes tu peux être arrêté et prendre un mois de prison. On est plus aussi libre qu'avant lorsque nous faisons nos manifestations."

Les mouvements de femmes, féministes et LGBTQIA+ qui incarnent, par leur seule existence, le rejet de ce régime patriarcal sont spécifiquement visées. La Turquie s'est d'ailleurs retirée en 2021 de la Convention d'Istanbul<sup>1</sup>, suscitant l'effroi des organisations de défense des droits humains dans le pays et à l'international alors même que les féminicides se multiplient (plus de 450 en un an) et que les auteurs de meurtres ou de violences sexistes et sexuelles ne sont que très rarement poursuivis ou bénéficient de circonstances atténuantes basées sur une disqualification des victimes. Les manifestations du 8 mars et la Marche des fiertés d'Istanbul sont ainsi systématiquement réprimées ou interdites ces dernières années, les militantes attaquées et arrêtées par la police.

Si les auteurs de violences et meurtres racistes ou sexistes ne sont que très peu inquiétés, il va sans dire que les forces armées de l'État ne sont jamais condamnées pour les multiples assassinats racistes ou actions de torture qu'ils commettent, notamment suite à la promulgation d'une loi de Sécurité globale qui ressemble à la proposition de Marine Le Pen.

Afin de museler l'opposition, le gouvernement s'appuie sur la dissolution de multiples organisations, associations et NGOs (plus de 1500 fermées par décret entre 2016 et 2020) et menace de dissoudre le HDP, dont des milliers de membres, de maires démocratiquement élues et de députées sont aujourd'hui emprisonnées. Toutes les maires HDP élues en 2019 ont été démisées de leurs fonctions et remplacées par des administrateurs du régime.

## Moins qu'un sursaut, un rouleau

Au-delà de ce portrait glaçant d'un régime colonial autoritaire, qui nous permet de voir qu'il nous reste ici encore des marges de manoeuvre, l'expérience du mouvement social en Turquie et au Kurdistan remet en question la théorie du pire : l'élection de l'extrême droite amènerait à un sursaut populaire et une prise de conscience collective se traduisant par un mouvement social de masse.

L'exemple de la Turquie montre pourtant que c'est au moment du processus de paix entre 2013-2015 que les mouvements sociaux se sont renforcés et que de nouvelles possibilités se sont ouvertes pour créer des espaces de lutte. Cette période de détente a permis la consolidation, la formation et la structuration des forces (de la même manière que le choix stratégique d'exil au Liban et en Syrie du PKK à la fin des années 70). La répression visant le mouvement kurde se redéploie à partir de 2015, avec la reprise de la guerre et s'intensifie après la tentative de coup d'état de 2016, poussant les mouvements sociaux au repli et leur faisant perdre de plus en plus de terrain dans la rue. Face à la violence et la répression exercés par le pouvoir fasciste, les mouvements ne se sont pas intensifiés, ils ont été privés de leurs principaux outils (presse, manifestations, édition,...), criminalisés, en partie "clandestinisés" et de nombreuses personnes ont été forcées à l'exil.

De même, on ne peut espérer que la menace fasciste entraîne spontanément un regain de solidarité ou un recul de la libéralisation de nos espaces politiques : cela doit continuer à se construire et on ne peut les espérer voir advenir

par elles-mêmes. Une montée progressive du fascisme n'est pas une guerre d'invasion comme elle a lieu aujourd'hui en Ukraine, et n'oblige pas majoritairement la société à réagir et se défendre, mais incite plutôt à un repli sur soi et au développement de tactiques de survie individualistes, surtout après des années de banalisation des idées d'extrême-droite et d'attaques néo-libérales contre les lieux de vie, les collectifs de travail et de lutte. Une des forces du fascisme moderne est d'arriver au pouvoir sans "faire événement" et malheureusement le recul de la mobilisation populaire de l'entre-deux-tours par rapport à 2002 et même 2017 nous en informe dans notre contexte.

## S'adapter au contexte autoritaire

Malgré l'ampleur de cette répression, le mouvement social continue de s'organiser au Kurdistan, l'enjeu existentiel de la résistance culturelle et décoloniale constituant un moteur non négligeable qui permet de porter collectivement les luttes. Il est néanmoins obligé d'adapter ses tactiques, qui vont de la lutte armée clandestine à des alliances électorales pour faire reculer l'ennemi principal : le régime AKP-MHP. Ainsi, la coalition de gauche du HDP a effectué aux élections municipales de 2019 un choix tactique : ne pas présenter de candidates dans les grandes villes de l'Ouest du pays afin de ne pas diviser les voix et s'assurer une défaite de la coalition au pouvoir. Des camarades kurdes habitantes des métropoles turques racontent comment elles sont allées voter, la mort dans l'âme, pour le CHP kémaliste afin d'honorer cette stratégie.

Aujourd'hui le CDK-F (Conseil démocratique kurde en France), en tant qu'organisation de gauche représentant une communauté immigrée, appelle, dans son récent communiqué, à voter contre Marine Le Pen. La communauté kurde en France, ayant conscience de la difficulté de lutter dans le contexte d'un régime autoritaire en Turquie, entend affirmer son opposition à la menace fasciste, d'autant plus tangible pour elle et la différence avec notre régime actuel.

S'il n'en fallait qu'un exemple : malgré toutes ses limites et ses manques, le droit d'asile français permet de fait l'accueil de centaines de réfugié-es politiques kurdes, particulièrement de Syrie et de Turquie. Ces maigres concessions du droit ne feront pas long feu face au racisme et au concept de "préférence nationale" du RN et de ses sbires.

## Quelques questions à nous poser

Sommes nous actuellement en mesure de résister à l'emprisonnement de milliers de nos militantes ? À la dissolution de centaines de nos organisations politiques, syndicales, associatives ? Nos groupes politiques aussi auto-organisés soient-ils peuvent-ils affronter une telle situation ? Sommes nous équipées et formées pour tenir dans la rue ?

Mais surtout : À un niveau de répression égal, quelle force construit-on pour résister ?

De fait la possibilité d'une élection de l'extrême droite amène ces dernières semaines de nombreuses personnes à s'organiser et d'organisations à réfléchir à la refondation de la gauche révolutionnaire et se préparer aux questions d'auto-défense, de coordination, de solidarité.

Mais pour ne plus avoir "que les miettes, mais toute la boulangerie", il nous faut de toute façon continuer de nous préparer contre Macron, empêcher la poursuite de sa politique, mais aussi construire le mouvement social au delà de la "réaction", car l'alliance du libéralisme et du fascisme laisse présager le pire.

Le premier tour (au delà de l'échec), et plus encore les luttes féministes et LGBTQIA+, celles face à l'urgence écologique ou contre les violences policières racistes, la situation des personnes exilées, la révolte des Gilets Jaunes, le mouvement contre la réforme des retraites, les solidarités confinées ont été déclencheurs d'engagements pour beaucoup. Toutes celles-ci nous arment un peu plus pour ce troisième tour social qui a déjà commencé.

Dans le même temps, l'autoritarisme et le fascisme se faisant de plus en plus concrets de même que la guerre, il devient urgent d'apprendre de nos histoires de résistances, des luttes anticoloniales et antiracistes contre le continuum colonial français et de nos camarades du Kurdistan, de Turquie, de Hongrie, de Russie, de Palestine, et d'ailleurs qui s'organisent sous de tels régimes. En attendant, il reste nécessaire de resserrer les liens, les rangs et de construire des solidarités et une camaraderie au quotidien.

*Des internationalistes*

*Post-scriptum :*

1) *Convention de prévention et la lutte contre la violence à égard des femmes et la violence domestique (voir <https://www.coe.int/fr/web/istanbul-convention/>).*